17 novembre : les organisations du mouvement ouvrier doivent prendre leur responsabilités et appeler à continuer la mobilisation !

La mobilisation a été très forte ce samedi. Le ministère de l'intérieur, en recensant plus de 2.000 blocages, a constamment revu ses chiffres à la hausse, annonçant 50.000 personnes le matin, puis 124.000, 224.000 et enfin 283.000 à 17h. Il s'agit de pointages réalisés à un moment donné. Sur l'ensemble de la journée, la mobilisation a été bien plus forte, sans qu'il soit possible d'estimer précisément le nombre de manifestants. Une chose est certaine : cette première journée est un succès, dans la mesure où la majorité des rassemblements ont été organisés par des personnes peu ou pas rompues aux manifestations. La mobilisation s'est prolongée pendant la nuit et a repris de plus belle ce dimanche., avec la poursuite de dizaines de blocages. En Meuse par exemple, petit département rural, 30 barrages ont été mis en place dimanche, contre une cinquantaine samedi. D'ores et déjà, à certains endroits, comme en Meuse, les blocages ont été reconduits pour lundi matin !

Commençant très tôt dans certains endroits, la mobilisation des « gilets jaunes » n'a fait qu'amplifier au fil de la journée. Partout, des autoroutes, des axes routiers, des grande surfaces ont été bloqués. Si les manifestant.e.s étaient nombreux/euses dans toute la France, il est à noter que c'est majoritairement en régions, dans les campagnes et dans les villes moyennes, que se sont retrouvés ces personnes. Les chiffres sont saisissants : 6.000 personnes à Rouen, autant à Dijon et à Quimper. A Nantes, on compte entre 5.000 et 7.000 manifestant.e.s. Dans la Meuse, plusieurs milliers de personnes ont répondu présent à l'appel, ce qui est énorme en proportion de la population du département. Partout, dans chaque petite ville, des centaines de personnes ont rejoint les points de blocage. A Paris, la manifestation était relativement faible numériquement, ce qui pourrait s'expliquer notamment par un impact moindre de la hausse du carburant dans une ville où les transports en commun sont nombreux.

Quoi qu'il en soit, il est à noter que cette journée, largement spontanée, a trouvé un large écho dans la population, chez les travailleurs et les travailleuses.

Tenter de faire la sociologie des personnes présentes nécessiterait plus de recul et des études plus détaillées : selon les témoignages, les articles, les rencontres faites pendant les blocages, il s'avère que ce mouvement était multiple. Des retraité.e.s, des autos entrepreneurs, des employé.e.s du privé, des ouvriers, des jeunes des quartiers

populaires ou encore des fonctionnaires : en un mot, c'est la classe ouvrière sous toutes ses formes qui est largement descendue dans la rue. Bien sûr, il y avait aussi des petits patrons mais toute personne sérieuse qui est venue aux manifestations peut affirmer qu'il ne s'agissait que d'une minorité. En de très nombreux endroits, les revendications sont allées au-delà de la critique de la hausse du prix du carburant. Pèle mêle, on y notait une critique de toutes les taxes indirectes, de la baisse du pouvoir d'achat, de l'augmentation de la CSG et de la faiblesse des salaires. A Paris et en régions, l'un des mot d'ordre le plus repris était « Macron démission ». Partout, on voyait des pancartes mentionnant l'urgence écologique, et d'autres refusant les amalgames : « fâchés pas fachos ». Bien sur il y a aussi des Marseillaises, des drapeaux bleu blanc rouge qui flottaient ici et là (ce qui suffit à certains pour décréter que ce mouvement est réactionnaire !). Mais la classe ouvrière est pleine de contradictions, en tant que marxistes :, nous devons penser les contradictions de classe pour avancer notre programme de façon audible !

Car s'il est certain que l'extrême droite s'est engouffrée dans la brèche de la récupération, et qu'elle a investi certains rassemblements, il est aussi certain que cette journée n'était pas sous son hégémonie. Certes, les médias ont largement permis à des ordures de diffuser leur venin mais il serait scandaleux et insultant d'insinuer que la majorité des personnes sur place étaient des militant.e.s d'extrême droite. Il y a cependant un problème de taille qu'il faudra résoudre : quand on laisse la rue à l'extrême droite en refusant d'appeler aux manifestations, il ne faut pas s'étonner que celle-ci en profite !

Cette journée a été une réussite notamment au niveau des moyens d'actions : les blocages ont été réussis dans une grande majorité. Cependant, une certaine confusion est apparue dans plusieurs endroits, pointant ici les limites d'un mouvement spontané, plus désorganisé qu'auto-organisé. Dans la mesure ou très peu de structures décisionnelles ont été mises places, pas plus que de délégations élues avec des mandats pour coordonner les actions, celles ci ont parfois cherché des moyens pour être efficaces, désorientant puis laissant se disperser les rassemblements. Néanmoins, un début d'auto-organisation s'est mise en place : discussions, assemblées, décisions de reconduire les blocages.

Dans certains endroits des actes inacceptables ont eu lieu : des accrochages se sont produits avec des automobilistes, ainsi que des agressions islamophobes et homophobes. Nous condamnons vivement ces agissements, heureusement très minoritaires et pas représentatifs. Encore une fois, lorsqu'on laisse la rue à l'extrême droite, on ne lui laisse pas seulement le terrain libre au plan idéologique, on la laisse aussi libre d'agir à sa guise, de diffuser son discours haineux et d'utiliser ses propres modes d'action. Il ne s'agit pas ici de dire que les organisations politiques ou syndicales sont irréprochables sur l'antiracisme, l'islamophobie, la lutte contre l'homophobie ou encore le sexisme. Il y a encore énormément de travail à faire à l'intérieur de ces organisations pour mettre ces luttes au premier plan des luttes sociales. Pourtant, les organisations syndicales et politiques, par leur positions politiques se seraient

opposées à ces actes ignobles. Combattre l'extrême droite sur le terrain, c'est empêcher que se répande son discours et ses moyens d'action.

Ce 17 novembre, les organisations du mouvement ouvrier ont failli à leur taches. Martinez, complètement déconnecté de la réalité à force d'aller à Matignon négocier le recul social, a, par ses prises de positions, contribué à favoriser l'extrême droite dans les manifestations tout en se coupant probablement définitivement d'une partie des manifestant.e.s présent.e.s. Notre parti, le NPA, a dans un premier temps pris une position gravement erronée, proche de celle des bureaucraties syndicales, en tentant de convaincre les travailleurs/ses de ne pas participer à la mobilisation du 17 novembre. Il a corrigé le tir, affichant sa « solidarité » avec les manifestants et en appelant à construire une riposte d'ensemble contre la vie chère et pour la justice sociale. Mais il a refusé d'appeler à aller sur les blocages ! Notre parti aurait du en outre s'adresser à l'ensemble du mouvement ouvrier pour appeler ensemble au 17 novembre, en intégrant la lutte contre les taxes sur l'essence à un ensemble de revendications de classe. Mais notre parti a préféré signer une déclaration commune totalement creuse (https://tendanceclaire.org/breve.php?id=31027) qui ignore purement et simplement la mobilisation du 17 !

La CGT, Solidaires, la FI, le NPA entre autre doivent pouvoir se mettre d'accord sur des mots d'ordre clairs qui répondent aux besoins immédiats des travailleurs/euses qui se sont mobilisé.e.s : suppression des taxes indirectes qui sont les plus injustes, taxation des grands groupes capitalistes, augmentation des salaires ! Nous devons aussi faire le lien entre la nécessité de la sortie des énergies fossiles et l'expropriation/nationalisation sous contrôle des travailleurs/ses des grands groupes de l'énergie ! Il faut que les travailleurs/ses puissent contrôler l'économie, en planifiant en fonction des besoins sociaux et des contraintes écologiques.

Dans l'immédiat, nous appuyons l'ensemble de celles et ceux qui poursuivent les blocages. **Nous soutenons le mot d'ordre de montée nationale à Paris le 24 novembre qui se diffuse actuellement très vite, comme Acte 2 de la mobilisation ! Notre parti devrait appeler l'ensemble du mouvement ouvrier à soutenir le mouvement des Gilets jaunes et à s'y inscrire de plein pied !** Notre parti devrait s'adresser à l'ensemble du mouvement ouvrier pour que le mouvement puisse perdurer cette semaine grâce à l'organisation de grèves en intégrant la lutte contre les taxes à un ensemble de revendications de classe.

Un regroupement de syndicalistes de lutte de classe propose aussi une grande mobilisation le samedi 15 décembre contre Macron et le Medef (https://www.frontsocialuni.fr/lexasperation-est-generale-le-15-decmbre-faisons-entendre-la-voix-de-notre-camp-contre-lelysee-et-le-medef/). Nous devons inscrire cette date dans le prolongement (et non dans l'opposition) du mouvement des Gilets jaunes !

La colère grandit dans le pays. Un mot d'ordre monte dans le pays : MACRON,

DEGAGE ! Pour le dégager, il faut aujourd'hui mener un combat organisé pour imposer aux directions syndicales la rupture du dialogue social, la rupture avec la tactique des journées d'action qui ne servent à rien !

Nous devons engager, à tous les niveaux, la bataille pour imposer aux directions syndicales un plan de bataille contre le gouvernement. Pour dégager Macron, il ne faut rien de moins qu'une grève générale, indispensable pour bloquer les profits. C'est un mouvement de l'ampleur de Mai 68 qui est nécessaire, mais un mouvement qui cette fois-ci aille jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à dégage non seulement Macron mais aussi le pouvoir des capitalistes et de leurs laquais, avec la mise en place d'un gouvernement des travailleurs/ses

Tristan Daul, le 18 novembre 2018